

Prévision

Activités de désarmement et de contrôle des armements auxquelles le Canada participera de janvier à avril 1994.

En cours : Forum de la CSCE pour la coopération en matière de sécurité, Vienne

En cours : Réunions du Groupe consultatif commun (FCE), Vienne

En cours : Commission consultative pour le régime «Ciels ouverts», Vienne

Janvier : À la CD, début des négociations sur le CTBT, Genève

Du 17 au 21 janvier : Réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP, New York

Du 25 janvier au 31 mars : La CD en session, Genève

Du 14 au 18 mars : Atelier de l'OEA sur les mesures de confiance régionales, Buenos Aires

Les 22 et 23 mars : Séminaire régional du Groupe Australie, Buenos Aires

Du 28 au 31 mars : Réunion annuelle d'évaluation de la mise en oeuvre en vue d'examiner les activités menées aux termes des dispositions du Document 1992 de Vienne, Vienne

Du 18 avril au 9 mai : Commission du désarmement des Nations Unies, New York

européenne, l'OTAN et le Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec les Nations Unies.

En 1990, conscient de ce que la nouvelle Europe risquait d'être le théâtre d'une certaine instabilité et d'une certaine insécurité, le Canada a formulé une série de propositions visant à mettre en place des mécanismes de prévention et de gestion des conflits, notamment par la création du Centre de prévention des conflits. Il a également défendu l'idée d'une coopération en matière de sécurité, aussi appelée «sécurité coopérative», dans laquelle les droits de la personne, le développement démocratique et la stabilité économique sont autant d'éléments interdépendants et indissociables de la sécurité.

Au cours des réunions spécialisées du troisième panier, dit de la «dimension humaine», le Canada a obtenu des engagements dans de nouveaux domaines, comme l'indépendance de l'appareil judiciaire et les droits de la femme, plus de nouveaux engagements en ce qui concerne les minorités nationales. S'agissant de la dimension humaine, il a contribué à la définition d'un mécanisme de communication de renseignements entre États conçu pour encourager ceux-ci à respecter leurs engagements.

Au Sommet d'Helsinki, en 1992, le Canada a joué un rôle clé dans la préparation du document final et dans l'obtention d'engagements sur les points suivants, notamment : le racisme et l'intolérance, le droit international humanitaire, le maintien de la paix, les cessez-le-feu conclus pour des raisons humanitaires, et les populations autochtones. Il a aussi obtenu que les pays s'engagent à continuer de coopérer sur les problèmes liés au passage à l'économie de marché, et ce, en y consacrant chaque année une réunion du Comité de hauts fonctionnaires, sous le nom de Forum économique.

En 1992, certaines des propositions du Canada relatives à la diplomatie préventive et à la gestion des conflits se sont concrétisées lorsque les États membres ont décidé de mettre en place des mécanismes d'alerte rapide et d'organiser des missions d'enquête prolongées. Depuis lors, la CSCE a pris des mesures pour prévenir des conflits, déployant plus d'une dizaine de missions d'enquêtes, de représentants et de missions à plus long terme dotées de divers mandats mais ayant chaque fois pour objet de contribuer à résoudre des problèmes de sécurité. La CSCE a envoyé des missions dans les régions suivantes : Estonie, Moldova, Lettonie, Géorgie-Ossétie, Nagorny-Karabakh et Tadjikistan, ainsi que dans deux États de l'ancienne Yougoslavie. Elle a également envoyé un groupe de spécialistes analyser la situation des minorités ethniques en Hongrie et en Slovaquie. Elle a délégué des équipes auprès d'États voisins ou proches de la Serbie et du Montenegro pour les aider dans l'application des sanctions. Elle a aussi envoyé des équipes inspecter des lieux de détention en Bosnie-Herzégovine. Enfin, elle a envoyé des missions dans de nouveaux pays participants en leur donnant pour mandat de remettre un rapport sur la situation des droits de la personne dans ces pays. Le Canada a participé à presque toutes ces missions et en a dirigé deux d'entre elles.

En septembre 1993, le Canada a organisé la toute première réunion d'experts de la CSCE sur le développement durable des forêts. La rencontre, qui s'est déroulée à Montréal, s'est soldée par des progrès substantiels puisque les experts ont défini un ensemble de critères applicables dans ce domaine.

Pour le Canada, la CSCE représente un investissement d'assez faible coût dans la sécurité de l'Europe. Notre quote-part, qui couvre les institutions, les réunions et les missions, se montait environ à 1,76 million de dollars en 1990-1991, 1,64 million en 1991-1992 et 1,84 million en 1992-1993. À la réunion du Conseil de la CSCE, qui a eu lieu à Rome les 30 novembre et 1^{er} décembre, le Canada a réaffirmé son attachement à la Conférence en tant qu'institution transatlantique et paneurasienne vitale.

Sigles

- AGNU — Assemblée générale des Nations Unies
- AIEA — l'Agence internationale de l'énergie atomique
- CABT — Convention sur les armes biologiques et à toxines
- CAC — Convention sur les armes chimiques
- CCCO — Commission consultative «Ciels ouverts»
- CD — Conférence du désarmement
- CDNU — Commission du désarmement des Nations Unies
- CE — Communauté européenne
- COCONA — Conseil de coopération nord-atlantique
- CSCE — Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
- CTBT — Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires
- ELT — équipements limités par traité
- FCE — forces armées conventionnelles en Europe
- FCS — Forum de la CSCE pour la coopération en matière de sécurité
- FORPRONU — Force de protection des Nations Unies en Yougoslavie
- MAECI — Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
- MDC(S) — mesures de confiance (et de sécurité)
- OEA — Organisation des États américains
- OIAC — Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- OTAN — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- RDCP — réseaux de données à commutation par paquet
- START — Traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques
- TNP — Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- UEO — Union de l'Europe occidentale
- UNIDIR — Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
- UNSCOM — Commission spéciale des Nations Unies

Le Bulletin du désarmement est publié quatre fois par année par le MAECI. Pour faire inscrire votre nom sur notre liste d'envoi ou pour obtenir des exemplaires supplémentaires (gratuitement), veuillez adresser vos demandes au :

Le Bulletin du désarmement
Direction de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

125, promenade Susse
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

— ISSN 0715-7126 —

This publication is also
in English.

